

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 17/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Coopérative Bourgogne du Sud

6 Avenue du Président Borgeot
BP 6
71350 Verdun-Sur-Le-Doubs

Références : 2024/461
Code AIOT : 0005401061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement Coopérative Bourgogne du Sud implanté ZI Vignolles route de Seurre 21200 Beaune. L'inspection a été annoncée le 13/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à l'incendie du séchoir à céréales, du 13 novembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Coopérative Bourgogne du Sud
- ZI Vignolles route de Seurre 21200 Beaune
- Code AIOT : 0005401061

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site est composé de silos de stockages de céréales, de deux séchoirs à céréales et est classé SEVESO seuil-bas pour son stockage de produits phytosanitaires.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration de l'accident/incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 - 1er alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Gestion des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 11.4.3 et 13.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Piézomètres et analyse des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 27	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	séchoirs	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 45.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	séchoirs	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 45.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Nettoyage du séchoir avant utilisation	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 45.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Périodicité exercices POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Gestion des déchets générés	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 24 et 25	Sans objet
6	Système d'évacuation des céréales du séchoir	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 45.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite d'inspection, aucune flamme n'était présente dans le séchoir mais des points chauds à l'intérieur étaient encore présents. La visite d'inspection a permis de s'assurer que suite à

l'incendie d'un des deux séchoirs à céréales du site, l'exploitant avait mis en place des actions afin de contenir puis d'éliminer les eaux d'extinction incendie et mis en place des actions afin d'éviter un redémarrage de l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de l'accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 - 1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de l'accident/incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Constats L'exploitant a téléphoné à l'inspection des installations classées pour l'informer qu'un incendie était en cours sur un séchoir de son site de Beaune, le mercredi 13 novembre 2024 à 15h53. Il indique que l'évènement a commencé à 14h15. . L'exploitant a informé par mail du 13 novembre 2024 à 21h45, des premières actions mises en place afin de limiter le risque de reprise de l'incendie et permettant de confiner les eaux d'extinction incendie. Il précise également qu'un premier rapport d'accident est cours de rédaction. Par courriel du 15 novembre 2024, l'exploitant a transmis un rapport d'accident. Le rapport reprend les éléments suivant : <ul style="list-style-type: none">• les causes et la chronologie de l'incendie (à noter que les causes de l'incendie restent encore inconnues à ce jour) ;• les effets sur les personnes et l'environnement ;• les mesures prises pour éviter un sur-accident ; NB : L'exploitant n'a pas utilisé le modèle de fiche de notification du Bureau d'analyse des risques et pollutions industriels (BARPI) disponible sur le site internet ARIA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra un rapport d'accident détaillé et actualisé qui précisera, notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Il pourra utiliser la fiche de notification du BARPI. Ce rapport veillera à présenter les nouveaux éléments à disposition notamment les causes probables et profondes de l'incendie et

<p>l'impact sur les eaux souterraines.</p> <p>L'intégrité et l'opérationnalité des colonnes sèches du site sont à vérifier ; elles doivent par ailleurs être dotées de 1/2 raccords compatibles avec les équipements des pompiers. De façon générale, des contrôles périodiques sont à prévoir par l'exploitant sur les dispositifs de secours (cf. aussi la rupture du tuyau d'alimentation du rideau d'eau entre les 2 séchoirs).</p> <p>Les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire seront définies à travers la mise à jour de l'Etude de dangers sur les séchoirs. Afin de pouvoir exploiter l'installation en toute sécurité dans le respect de la réglementation, la mise à jour de l'EDD et sa transmission à l'Inspection seront un préalable à la remise en service du séchoir. Cette mise à jour de l'EDD pourra intervenir au besoin dans un second temps, en complément du rapport d'accident.</p> <p>L'exploitant s'organisera afin de réduire son délai pour prévenir l'inspection des installations classées d'un accident arrivant sur son site Seveso.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 11.4.3 et 13.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 11.4.3 : [...] Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs, de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.</p> <p>Art 13.3 : Après contrôle, elles [Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (EC)] sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit éliminées comme des déchets vers une installation autorisée à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux d'incendie ont été recueillies en partie, dans les fosses situées sous les élévateurs (4 m de profondeur sur une surface de 40 m² environ d'après les plans fournis par l'exploitant). Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'eau souillée au fond de ses fosses sans pouvoir en déterminer le volume. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une partie de ces eaux d'extinction a été pompée le matin même pour être acheminée vers une société spécialisée dans le traitement des déchets dangereux, pour y être analysées et traitées. Ces enlèvements ont fait l'objet de Bordereaux de Suivi de Déchet. Les éléments disponibles sous trackdéchets au 20 novembre 2024 font état d'une quantité d'eau évacuée d'environ 56 tonnes (pour les évacuations du 14, 15 et 18 novembre 2024).</p> <p>Des eaux de refroidissement des structures extérieures (eaux non en contact avec les installations pris dans l'incendie), ont ruisselé vers le réseau de collecte d'eaux pluviales du site. L'inspection n'a pas pu déterminer l'exutoire final de ces eaux.</p>

Le SDIS a mis en eau (+ adjuvant) la colonne sèche située le long de la cellule 30. Cette dernière s'est rompue à sa base, déversant la valeur de cette colonne d'eau sur le site (environ 1000 litres d'eau avec un émulseur).

Non conformité :

Le site ne dispose pas d'obturateurs permettant de maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira un plan à jour de ses différents réseaux, précisant la localisation des points de rejet en limite du périmètre ICPE, ainsi que la localisation des points de rejet dans le milieu naturel (au besoin avec l'identification de l'installation de traitement avant rejet) avec les différents systèmes d'obturation opérationnels sur le site.

L'exploitant fournira le volume d'eau pouvant être stocké dans les fosses situées sous les élevateurs.

En cas de rejet directement au milieu lors de l'incendie, l'exploitant identifiera l'impact de ces eaux sur le milieu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Piézomètres et analyse des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements conservatoires

Prescription contrôlée :

Un puits [piézomètre] est implanté en amont du site et deux puits [piézomètres], au moins implantés en aval du site [...].

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe suivant une méthode normalisée.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation [...].

Si les résultats des mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il en informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas réalisé de prélèvements des eaux souterraines pendant l'incendie.

NON CONFORMITÉ :

L'exploitant a indiqué que la dernière campagne de mesure remonte à février 2022.

L'exploitant a indiqué que le piézomètre PZ2 (situé en aval hydraulique) n'est plus utilisable pour effectuer les prélèvements.

NON CONFORMITÉ :

L'installation ne dispose que d'un seul piézomètre en aval hydraulique.

L'exploitant a communiqué les bulletins d'analyse des derniers prélèvements (22 février 2022), ceux-ci montrent une concentration en nitrates de 0,54 mg/l au droit du PZ1 et de 130 mg/l au droit du PZ3.

Pour rappel, l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique, prescrit :

- une limite de référence de qualité, pour des eaux destinées à la consommation humaine de 50 mg/l en nitrates
- une limite de référence de qualité pour la production d'eaux destinée à la consommation humaine, pour les eaux souterraines, de 100 mg/l.

NON CONFORMITÉ :

Les résultats des mesures des eaux souterraines réalisées sur les prélèvements du 22 février 2022 mettent en évidence une augmentation de la concentration en nitrates entre l'amont et l'aval hydraulique du site de plus de 129 mg/l (pollution) et une concentration supérieure à la limite de référence de qualité pour la production d'eaux destinée à la consommation humaine de 30 mg/l. L'exploitant n'a pas informé le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera dans les meilleurs délais des prélèvements sur les deux piézomètres présents sur site (un à l'amont du sinistre, l'autre étant situé en aval) puis communiquera les résultats de ces prélèvements dans les 15 jours suivant leur réception.

Dans le cas où les résultats viendraient confirmer les concentrations en nitrates de la nappe vis-à-vis des analyses de 2022, l'exploitant informera le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations pour en identifier la cause et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'exploitant identifiera les captages et forages situés à proximité de son installation et susceptibles d'être impactés par une concentration en nitrates supérieure à la limite de référence de qualité pour la production d'eaux destinée à la consommation humaine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Gestion des déchets générés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 24 et 25
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets générés lors du sinistre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 24 : Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.</p> <p>Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.</p> <p>Art. 25 : [...] Les documents visés à l'article 9 de l'AP du 05/06/2007 sont, au titre de l'élimination des déchets, a minima les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets [...]; - registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement [...]
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté qu'une partie des eaux d'extinction (34 tonnes) avait été évacuée vers un site de traitement des déchets dangereux autorisé, pour être analysée puis traitée.</p> <p>Dans son rapport d'accident du 15 novembre 2024, l'exploitant indique que le séchoir sera complètement démantelé après sa mise en sécurité, les éléments seront évacués vers les filières autorisées.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a également signalé que le reste de grains consommés seront également évacués vers les filières autorisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les quantités de déchets générés par l'accident seront à déclarer sous GERE, en application de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 45.2
Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs de sécurité
Prescription contrôlée : Les séchoirs sont équipés de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles que pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, manque d'air au brûleur, absence de flamme, ...
Constats : L'exploitant a indiqué que le séchoir est équipé d'une sécurité permettant d'arrêter son alimentation en gaz. L'alimentation en gaz des brûleurs est assurée par des vannes maintenues en position ouverte électriquement (sécurité positive). Des sondes de températures situées sur l'air usé (avec deux seuils d'alerte) sont présentes dans le séchoir. Le dépassement du second seuil de température entraîne la coupure de l'alimentation électrique des vannes d'arrivées de gaz et donc la fermeture de celle-ci et l'arrêt de l'alimentation en gaz des brûleurs. La sonde 11 a envoyé dans la salle de contrôle une alarme de dépassement du 1 ^{er} seuil à 14:16:19 (passage en mini gaz), puis 1 seconde plus tard (14:16:20), une alarme de dépassement du second seuil (température air usé supérieure à 40°C), entraînant la coupure du relais électrique général. L'exploitant a confirmé que le dispositif de coupure de l'alimentation en gaz du séchoir a correctement fonctionné lors de l'accident. Le brûleur a démarré à 14h06 et s'est coupé à 14h16. L'inspection a constaté que plusieurs défauts avaient été remontés en salle de contrôle entre 08h59 et 13h55 : <ul style="list-style-type: none">• « défaut séchoir vide »,• « défaut manutention de reprise séchoir arrêtée »,• « défaut bourrage trémies grain sec ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans son rapport d'accident, l'exploitant transmettra à l'inspection, l'analyse des causes de l'ensemble des défauts remontés en salle de contrôle le jour de l'accident et sur la semaine précédente. Dans le cadre de l'identification des causes, l'exploitant intégrera l'analyse des données des autres paramètres enregistrés (autres capteurs de température dont celle du brûleur, fonctionnement des ventilateurs, capteurs d'ouverture/fermetures des trappes, ...), en joignant au rapport d'accident la copie des relevés correspondants. La formation des opérateurs gérant la conduite des séchoirs le jour de l'accident et des jours précédents sera justifiée dans ce même cadre. Les modalités de présence effective des opérateurs pendant toute la durée des opérations de séchage seront détaillées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Système d'évacuation des céréales du séchoir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 45.2

Thème(s) : Risques accidentels, évacuation

Prescription contrôlée :

Le grain présent dans la colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire ou un stockage

Constats :

Le séchoir était équipé d'un dispositif permettant l'évacuation rapide des céréales du séchoir. A son arrivée sur site, le SDIS a souhaité réaliser un diagnostic de la situation. Pour cela, deux pompiers se sont rendus au niveau de la partie haute du séchoir d'où s'échappaient des fumées. Le SDIS a indiqué à l'inspection que les deux pompiers ont entendu une explosion accompagnée d'un souffle. Dans les minutes qui ont suivi, quatre nouvelles explosions ont été entendues. Le SDIS a ainsi décidé qu'un repli devait être réalisé et de ne pas ouvrir les trappes de vidange (afin d'éviter un apport d'air et ainsi provoquer une nouvelle explosion).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec le retour d'expérience du SDIS sur cet évènement (orifice de vidange du séchoir positionné en direction des silos environnants, avec risque de propagation aux silos), l'exploitant analysera les risques associés à cette opération de vidange en cas de feu dans le séchoir et indiquera les dispositions prises ou prévues pour pouvoir réaliser cette vidange en toute sécurité pour les intervenants et les installations proches.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 45.2

Thème(s) : Risques accidentels, programme entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Un programme de nettoyage et d'entretien est établi par l'exploitant et suivi. Le dernier nettoyage du séchoir a été réalisé le 8 novembre 2024, ce qui correspond à la fin de la dernière campagne de séchage de grains.

Une société extérieure a procédé à l'entretien du séchoir du 1^{er} au 3 février 2024. Cet entretien a été suivi d'une mise en route à vide du séchoir.

La dernière maintenance gaz a été réalisée le 7 novembre 2024 et a fait l'objet du rapport MK-

<p>001742-20241107-GZ-ERT qui a mis en évidence une fuite au niveau du manomètre de la logette en entrée de site.</p> <p>Le rapport de vérification électrique n° MK-001581-20240613-EL-ERT du 13 juin 2024 mentionne pour le séchoir une anomalie récurrente : « Sur le sectionneur général télécommande, présence de fusibles de type « aM » ne protégeant pas contre les surcharges dues aux surintensités. Les remplacer par des fusibles de type « gG ». »</p> <p>Non conformité : L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si les remplacements des fusibles avaient été réalisés. L'exploitant n'a pas évoqué la mise en évidence d'une fuite au niveau du manomètre gaz à l'entrée du site.</p> <p>Le compte rendu de vérification périodique Q18 du 13 juin 2024, conclu que l'installation électrique « peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » et que la non-conformité relevée dans le rapport de vérification électrique susmentionné a été signalé pour la première fois en 2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intégrera dans son analyse des causes de l'accident l'impact de ces anomalies, dans le rapport d'accident.</p> <p>L'exploitant explicitera les actions correctives réalisées suite à la détection de fuite de gaz au niveau de la logette.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Nettoyage du séchoir avant utilisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art 45.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, règles d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règles d'exploitation :</p> <p>1 - Avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sècheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérages, parois chaudes ...). Ces opérations sont effectuées chaque fois que cela est nécessaire pendant la campagne de séchage et en particulier lors d'un changement de produits à sécher.</p> <p>2 - Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir. Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminés par un émotteur - épurateur et, si nécessaire, par un nettoyeur - séparateur d'une capacité de traitement adapté à la capacité de séchage. Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans le séchoir.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'ensemble du séchoir a été nettoyé à la fin de la dernière campagne, le 8 novembre. Ensuite le séchoir a été rempli au 3/4 par des grains de tournesol déjà séché (environ 45t) et ventilé une fois par jour jusqu'à la nouvelle campagne qui a commencé le 13 novembre.</p> <p>Selon l'exploitant, pour la campagne de séchage, 10t de grains humides (20 % d'humidité) ont été ajoutés en partie haute du séchoir à 13h15 le 13 novembre. Ces grains provenaient d'un lot reçu le matin même entre 10h et 12h. Il est à noter que depuis l'incendie du site de Venarey, le site de Beaune recevait et traitait les graines de tournesol provenant de Venarey. L'exploitant n'a pas été en capacité le jour de l'inspection d'indiquer à l'inspection la provenance du lot utilisé pour le complément de 10t.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les céréales sont systématiquement nettoyées avant séchage (par sécurité et économie).</p> <p>Les années précédentes, seulement 10 % du volume total de tournesol était séché, cette année, c'est la totalité du volume récolté qui est séché avec des teneurs en humidité dépassant 20 %.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> la provenance du tournesol présent dans le séchoir au moment de l'accident, les durées de stockage du tournesol présentant une humidité dépassant 20 % avant séchage, dans les silos et dans le séchoir. <p>L'exploitant précisera notamment en cas de réception de céréales présentant un fort taux d'humidité, les mesures mises en place afin de s'assurer que ceux-ci ne sont pas introduits s'ils sont en cours de fermentation. Il indiquera également à partir de combien d'heures de stockage des céréales très humides peuvent générer une fermentation de nature à générer des désordres (agglomérations, ...) voire un accident dans ses installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Périodicité exercices POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non Conformité :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de Plan d'Opération Interne. Cependant, il a transmis un courrier indiquant qu'il diminuait son activité de stockage relevant de la rubrique 4510 et qui conduirait à ce que le site ne soit plus classé seveso seuil-bas. Une demande de complément vis à vis de cette</p>

diminution d'activité a été transmise à l'exploitant en date du 06 novembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois